

# Le programme concerté Liban

Accompagner les villes libanaises dans la construction de la décentralisation au Liban

Dans quel contexte intervient-on ?

→ **Une décentralisation à renforcer**

Si le système municipal au Liban existe sur les plans législatif et réglementaire, il n'est pas encore porteur d'une totale capacité à organiser la cité, à animer ses perspectives de développement économique, social et culturel, à assurer l'organisation de la gestion de la ville au quotidien.

Les élus locaux sont les premiers interlocuteurs des citoyens en ces domaines, mais l'état actuel de la décentralisation au Liban ne leur permet pas toujours de répondre aux besoins et aux attentes.

Si le chantier politique de la décentralisation a régulièrement été ouvert, les tensions qu'a connues le Liban l'ont souvent ajourné.

À l'origine du projet

→ **Une volonté politique de relancer le chantier de la décentralisation**

En octobre 2009, le Président de la République libanaise et le Ministre de l'Intérieur prennent part à un séminaire sur la décentralisation au Proche-Orient et manifestent leur souhait de rouvrir le chantier de la décentralisation. A cette occasion, le Comité des maires libanais sollicite les collectivités européennes, et plus particulièrement françaises, pour accompagner, par l'échange et le débat, les élus libanais dans la construction de la décentralisation dans leur pays.

La nouvelle génération d'élus, issue des élections de mai 2010, attend des collectivités françaises un appui politique et une coopération technique.

→ **Une réponse commune originale des collectivités françaises**

Le groupe-pays Liban de Cités Unies France, composé des collectivités françaises engagées dans des partenariats avec des collectivités libanaises, se mobilise.

Si nombre d'enjeux de développement local s'inscrivent dans un contexte spécifique et appellent des solutions particulières sur lesquelles les collectivités françaises interviennent en direct auprès de leurs homologues libanaises, la problématique de la décentralisation est récurrente et appelle une réponse commune.

En partenariat avec le Bureau CGLU – Liban – BTVL et avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, les collectivités françaises élaborent un programme d'actions afin d'accompagner les villes libanaises dans le chantier de la décentralisation.

Quand ?

Le programme débute en 2011 et prend fin en 2013.

## Comment ?

### 1. Un appui technique sous forme d'échange d'expériences sur les politiques publiques locales

Les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2012, un séminaire thématique sur la gestion publique locale illustrera les modalités d'organisation des services publics locaux. L'expérience portée par les coopérations franco-libanaises alimentera la réflexion.

Il portera sur 4 grands thèmes : les services sociaux et culturels à la population, le développement économique local, les déplacements urbains et l'environnement et la gestion des déchets.

En octobre 2013, un itinéraire-découverte en partenariat avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale est organisé afin d'échanger avec les collectivités libanaises afin de leur permettre de trouver des moyens d'améliorer leur fonctionnement, tout en définissant les compétences (métiers) nécessaires pour le bon fonctionnement d'une collectivité indépendamment de sa taille.

### 2. Un appui politique aux représentants des villes libanaises

- La visite d'une **délégation d'élus libanais à Paris** en septembre 2011 a permis un échange sur les enjeux de la décentralisation avec les représentants d'associations de pouvoirs locaux et les institutions françaises associées à la décentralisation.
- La participation à des **ateliers européens** sur la décentralisation, organisés au Liban à l'initiative du Comité des maires libanais et en partenariat avec l'Etat libanais, réunissant différentes collectivités européennes, pour confronter les organisations institutionnelles de ces différents pays.
- Des **assises de la coopération décentralisée franco-libanaise** prévues à Beyrouth les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2012. Trois objectifs priment : mettre en lumière ce qui se fait en matière de coopération décentralisée franco-libanaise, répondre aux nouveaux enjeux de cette coopération et réfléchir à la politique de décentralisation au Liban.

## Les collectivités membres du programme

Le programme s'appuie sur dix coopérations décentralisées libano-françaises, mais il a vocation à bénéficier à toutes les villes libanaises

Collectivité française	Collectivités libanaises partenaires
Eybens	Jdeide, Beddaoui, Brittal
Lyon	Tripoli
Marseille	Beyrouth, Tripoli
Nice	Jdeide
Nogent sur Marne	Jezzine
Ormesson sur Marne	Roum
Paris	Beyrouth
Conseil général du Territoire de Belfort	Kab Elias
Conseil régional d'Ile-de-France	Beyrouth
Conseil régional de Rhône-Alpes	Fédération de communes de Fayha Koura – Fédérations des Municipalités de Fayha, de Joumeh, de Jord El Keitta, de Qobayate - Etablissement des eaux du Liban Nord

## Une gouvernance concertée

Un comité de pilotage composé des collectivités françaises membres du programme, de Cités Unies France et du bureau CGLU-BTVL se réunit régulièrement pour piloter le programme et organiser les activités. La Communauté urbaine de Lyon, en tant que chef de file du programme et président du groupe-pays Liban, assure la présidence du comité de pilotage.